

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

**REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE**

**UNION – DISCIPLINE – TRAVAIL**

**DECRET N° 2010-307 DU 26 NOVEMBRE 2010  
INSTITUANT UN COUVRE-FEU**

**Le Président de la République**

- Vu La Constitution ;
- Vu L'Accord Politique de Ouagadougou du 04 mars 2007 et ses accords complémentaires ;
- Vu la loi n° 60-209 du 27 juillet 1960 portant création des Forces Armées Nationales ;
- Vu la loi n° 61-209 du 12 juin 1961 portant organisation de la Défense et des Forces Armées Nationales ;
- Vu le décret n° 67-332 du 1<sup>er</sup> août 1967 relatif à la participation des Forces Armées au maintien de l'ordre ;
- Vu le décret n° 2007-82 du 16 mars 2007 portant création du Centre de Commandement Intégré (CCI) ;
- Vu le décret n° 2010-32 du 4 mars 2010 portant nomination des Membres du Gouvernement, modifiant et complétant le décret n° 2010-28 du 23 février 2010 ;
- Vu le décret n° 2010-42 du 25 mars 2010 portant attributions des Membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2010-306 du 14 novembre 2010 portant réquisition des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) ;
- Vu **l'urgence,**

## DECRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : En vue du maintien de l'ordre public qui s'impose dans la période couvrant le second tour de l'élection présidentielle, un couvre-feu est institué sur toute l'étendue du territoire national, comme suit :

- Le samedi 27 novembre 2010 : de 22 heures 00 à 06 heures 00 ;
- Le dimanche 28 novembre 2010 : de 22 heures 00 à 06 heures 00 ;
- Le lundi 29 novembre 2010 : de 19 heures 00 à 06 heures 00 ;
- Le mardi 30 novembre 2010 : de 19 heures 00 à 06 heures 00 ;
- Le mercredi 1<sup>er</sup> décembre 2010 : de 19 heures 00 à 06 heures.

Ce couvre-feu ne s'applique pas aux personnes ci-dessous visées :

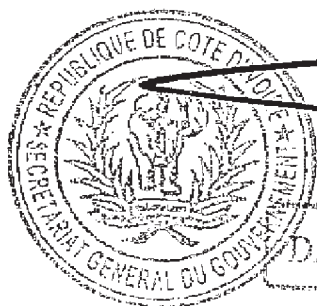
- les personnes impliquées dans l'organisation des élections (Officiels de la CEI, Représentants des candidats et Agents des Nations Unies).
- Les Observateurs Nationaux et Internationaux ;
- Et les Journalistes ;

**Article 2** : Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Défense sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié selon la procédure d'urgence ainsi qu'au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 26 novembre 2010

Copie certifiée conforme à l'original  
Le 2ème Secrétaire Général Adjoint du Gouvernement

**Laurent GBAGBO**



DAGBO Dabli Esther Désirée